

Le monde après le 11 Septembre 2001

• <i>Un an après le 11 septembre 2001</i>	<i>p. 1</i>
• <i>Des révolutionnaires bien neutres</i>	<i>p. 2</i>
• <i>Deux types de réactions parmi les dirigeants du monde</i>	<i>p. 3</i>
• <i>La Russie accepte les troupes américaines sur les champs de pétrole de l'ex-URSS</i>	<i>p. 6</i>
• <i>Les rapports de force inter-impérialistes</i>	<i>p. 8</i>
• <i>Une contestation qui se développe envers les USA</i>	<i>p. 10</i>
• <i>Vers une Europe plus centralisée</i>	<i>p. 12</i>
• <i>La France à la recherche de son propre jeu</i>	<i>p. 14</i>
• <i>Islam et Occident ?</i>	<i>p. 15</i>
• <i>La guerre d'Irak et les enjeux pétroliers</i>	<i>p. 16</i>
• <i>Quel avenir ?</i>	<i>p. 17</i>

UN AN APRES LE 11 SEPTEMBRE 2001

Ce texte est consacré aux changements politiques induits ou parallèles à ces attentats. Bien entendu, cet anniversaire va une fois de plus être l'occasion de discours de convenance unanimes, contre le terrorisme, pour soutenir les USA « lâchement agressés », la démocratie et la liberté qu'ils prétendent représenter, etc. Nous avons répondu par ailleurs à cette propagande inlassable (voir L'Ouvrier : « *Terrorisme : l'horreur, les discours et le vrai problème* » 12/9/2001 ; « *Dans quel monde voulons-nous vivre ?* » 23/9/2001 ; « *Islamisme : une cause au service des opprimés ?* » 13/10/2001 ; et « *Afghanistan : le secret des compagnies pétrolières* » 10/11/2001).

Mais derrière cette unanimité de façade parmi les dirigeants du monde, depuis les premiers jours qui ont suivi les attentats, un problème s'est immédiatement posé. Le fait que la première puissance mondiale, pour la première fois de son existence, était touchée directement, au cœur, par des forces d'origine extérieure, indiquait une vulnérabilité nouvelle, qui ne s'était jamais manifestée. Et cette vulnérabilité, à elle seule, ne pouvait pas ne pas mettre en alerte immédiate les autres dirigeants des puissances impérialistes.

Dans le monde de requins que sont aussi entre eux les capitalistes, c'est dans des occasions comme celle-là qu'on peut se frayer son chemin, prendre une part de la place occupée par plus fort ou plus puissant. Que l'une des puissances risque simplement de perdre une part du terrain, et les autres ne peuvent que se poser la question de chercher à en profiter. Le seul facteur qui peut inciter à un autre comportement, c'est la peur de perdre soi-même une part du contrôle et du pouvoir qu'on possède déjà.

Or, si le 11 septembre indiquait, de manière évidente, une vulnérabilité jamais vue depuis la seconde guerre mondiale de la part des Etats-Unis, il allait être suivi au sein des masses pauvres de la planète d'un immense soupir de satisfaction, d'Asie en Amérique latine, et jusque dans les banlieues des villes européennes. Le sentiment est général : « c'est bien fait pour l'Etat américain, il l'a bien cherché ; c'est triste pour les gens qui se trouvaient dans les tours de Manhattan, mais au fond on peut se réjouir que les USA prennent ce coup ; ça montre au moins qu'ils ne peuvent pas faire impunément et éternellement ce qu'ils veulent ». Certes,

la presse a systématiquement censuré cette manière de voir. Mais on pouvait la constater parmi tous les milieux populaires, notamment les plus défavorisés.

Alors, si les responsables politiques du monde bourgeois n'ont rien dit publiquement de leurs critiques envers les USA, c'est parce qu'ils craignaient même cette situation, et préféreraient la cacher.

DES REVOLUTIONNAIRES BIEN NEUTRES

Nombre de révolutionnaires n'ont pas su montrer une élémentaire solidarité avec le sentiment des peuples dominés, comme des populations opprimées au cœur des riches métropoles, unanimes à se réjouir que les Etats-Unis aient pris un coup significatif. La quasi-totalité des textes parus au lendemain des attentats choisissent pour axe premier de condamner les attentats. Dans Carré Rouge n°19, Charles-André Udry (du mouvement SolidaritéS, Suisse) traite d'« ahuris » ceux qui pensent que le 11 septembre, « un bon coup aurait été porté aux Etats-Unis ». Partisan dit la même chose : « Ces attentats aveugles ne vont nullement affaiblir le monstre, ils vont le durcir, renforcer l'union sacrée autour de son gouvernement, et ce seront les travailleurs et les peuples qui vont en subir les conséquences (...) Il est absolument impossible de soutenir d'aucune manière les attentats aux USA, ni même de s'en réjouir un tant soi peu : leurs auteurs ne sont pas dans notre camp, mais dans celui de nos ennemis » (supplément au n° 159-14, daté 16 septembre 2001)

Le bulletin Cinquième Zone, réagit dans le même sens. Il écrit le 15 septembre : « Les réactions de satisfaction plus ou moins manifestes dans certains pays pauvres montrent qui était visé : les Etats-Unis, leur richesse, leur puissance, leur arrogance. Ces attentats sont pourtant une monstruosité (...) Des symboles de la toute puissance américaine ont été atteints. Mais c'est la population qui est martyrisée.(...) Il ne faut pas se tromper de combat ».

Que ces attentats soient l'œuvre de gens qui ne sont pas dans notre camp, soit. Mais cela n'empêche pas de pouvoir nous réjouir que notre principal adversaire s'affaiblisse. Et c'est ensuite que nous devrions indiquer, en nous appuyant sur le sentiment des masses, comment elles pourraient se comporter pour finir par profiter, elles et non pas les islamistes, de ce coup. A l'inverse, le fait que ceux qui se disent révolutionnaires, et qui vivent au chaud dans un pays dominant, méprisent ce sentiment, ne peut que les décrédibiliser, s'ils avaient du crédit. Ne pas se réjouir, c'est apparaître, et c'est être, aux yeux des masses pauvres des autres pays, du côté de nos gouvernants,.

Rare son de cloche différent, celui de Tom Thomas (Albatroz n°28, janvier 2002) : Il dénonce ceux qui, en France, renvoient dos à dos les protagonistes, et qui ne considèrent comme affaiblissant le capital que leurs luttes à eux, « pour les salaires et contre les licenciements, luttes économiques auxquelles on ajoutait, pour faire bonne mesure d'internationalisme, les luttes "anti-mondialisation" de Seattle à Gênes ». Ces partisans du ni-ni, écrit Tom Thomas, « prennent en fait une position de neutralité pacifiste typique de la petite bourgeoisie d'un pays impérialiste "secondaire" (...) » Il rappelle que « les prolétaires des pays développés, supposés être la première force anti-impérialiste mondiale, ont été, à l'exception d'une petite minorité dont c'est l'honneur, bien absents de la lutte anti-impérialiste, et même, plutôt soucieux en général de profiter au mieux des "miettes du festin

impérialiste” que leur concédaient “leur” bourgeoisie pour maintenir leurs luttes dans le cadre économique ».

DEUX TYPES DE REACTION OPPOSEES PARMI LES MAITRES DU MONDE

Derrière les discours officiels, ceux qui sont payés pour réfléchir dans le monde des gouvernants vont réagir de deux manières différentes aux attentats du 11 septembre. Selon qu'ils ont un certain courage ou pas face à la puissance américaine, certains vont dire haut et fort que le discours américain est une imposture. Tandis que d'autres, effrayés par l'idée d'un quelconque changement dans ce monde qui les satisfait, se mettent à faire des discours plus royalistes que le roi américain lui-même.

A travers le monde entier, une foule d'intellectuels prennent la plume, et montrent, sur tous les tons, qu'ils ne sont que des larbins du système dominant. En France, le directeur du journal *Le Monde*, Jean-Marie Colombani, signe un éditorial intitulé : « *Nous sommes tous américains* ». L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa écrit : « *Dans son essai intelligent et stimulant, Jean Marie Colombani manifeste sa confiance dans la capacité des Etats-Unis, après le 11 septembre, de changer en mieux, d'assurer avec plus de lucidité, de responsabilité et de générosité son rôle de grande puissance. Espérons qu'il en sera ainsi.* » Et Vargas Llosa d'ajouter, au mépris de la réalité historique : « *Et (espérons) aussi que ces changements, en corrigeant tout ce qui va encore mal dans ce pays, ne portent pas atteinte à cet esprit démocratique qui a fait des Etats-Unis –l'une des rares démocraties qui n'a jamais connu de régime dictatorial- la première société avancée qui, en même temps qu'elle progresse, devient une société multiraciale et multiculturelle, sans que cela y provoque les traumatismes que la coexistence de races, de croyances et de cultures différentes provoque ailleurs* » (6 avril 2002)

Vargas Llosa oublie l'extermination des Indiens d'Amérique du nord, l'esclavage des Noirs, la guerre de Sécession, les révoltes des Noirs, le sort lamentable fait aux latino-américains, et on en passe. Dans le même camp, le français Bernard-Henri Lévy regrette que si peu d'Etats, notamment européens, participent à la campagne militaire en Afghanistan. Quant à Alexandre Adler, il écrit dans « *J'ai vu finir le monde ancien* » que selon lui, il est exagéré de dire que les Etats-Unis sont un empire, si on les compare avec ce qu'avaient fait en leur temps les Britanniques. Lui qui a su si longtemps nous raconter les nombreux coups d'Etat et autres coups tordus de la CIA ou de l'armée américaine aux quatre coins de la planète, a du perdre, comme Vargas Llosa, des pans entiers de la mémoire.

Dans le même registre, on trouve encore le philosophe Alain Finkielkraut. Pour lui, il existe une menace de l'Islam contre la civilisation occidentale. Il s'indigne contre ceux qui, en Occident, culpabilisent en rappelant ses responsabilités, la colonisation, l'esclavage, la domination du monde. « *L'islamisme est une réalité endogène (qui lui est naturelle) à l'Islam. L'Occident, lui, n'a pas mis une guerre de civilisation à son ordre du jour. Il lui arrive de produire des monstres, mais il n'est pas seul dans ce cas. Aujourd'hui, quelque chose de monstrueux se produit, dont l'Occident n'est pas l'auteur* ». Et Finkelkraut va plus loin. Pour lui, les Européens sont aveuglés, ils ont tort de parler de riches et de pauvres, et ils transforment la victime –L'Amérique- en coupable. (XVIIes rencontres de Pétrarque, Montpellier, du 15 au 19 juillet 2002)

Le système impérialiste prive d'eau potable un milliard d'humains sur Terre, et trois milliards d'hommes doivent boire de l'eau polluée. Et cette obligation qui leur est faite tue, chaque jour, 30 000 personnes, dix fois plus de gens que les attentats du 11 septembre. Et ce n'est pas une guerre de civilisation ! une guerre des plus riches contre les plus pauvres ! On demande à Finkelkraut comment il appelle cela !

A l'opposé de ces larbins du capitalisme apeurés au point de ne pas même pouvoir suivre ses propres mouvements, on trouve d'autres discours, d'autres positions. Ainsi, un des ténors de l'industrie médiatique française, Hervé Bourges écrit : « *George W. Bush n'est pas intervenu en Afghanistan pour aider ce peuple à gagner sa "guerre de libération". Jusqu'au 11 septembre, la Maison Blanche tolérait sans état d'âme le régime rétrograde et sanguinaire des talibans, avec lesquels elle négociait très pacifiquement pour obtenir qu'ils lui livrent Ben Laden et son état-major (...) Washington n'a pas décidé de libérer le monde de ses dictatures – et c'est ce qu'ont bien compris, par exemple, la Russie et la Chine, auxquelles on ne reproche plus leurs propres entreprises de répression intérieure. (...) Le terrorisme nous signale (...) que la cote d'alerte est atteinte partout où les gens ne trouvent pas leur compte dans l'état de choses actuel ; que les failles du système sont ressenties, sur de nombreux points du globe, de manière explosive. Pour faire face à cette menace planétaire, une solidarité planétaire s'imposait (...) Cette occasion a été perdue. Georges W. Bush l'a enterrée en choisissant l'affirmation solitaire de la superpuissance américaine. (...) Le combat antiterroriste (...) épargne des pays tels que l'Arabie saoudite, pourtant patrie du fondamentalisme wahhabite, ou le Pakistan, berceau du talibanisme – parce que ce sont des clients de Washington (...)* » Et Hervé Bourges conclut de ce seul mot : « *Vigilance* » (27 décembre 2002)

Si les positions sont si tranchées entre un Bernard-Henri Lévy et un Hervé Bourges, c'est que la situation impose de faire un choix. Il n'y a pas de demi-mesure dans le monde capitaliste fondé sur la concurrence : ou l'on se place un peu plus qu'avant dans le sillage de l'ami américain, ou au contraire on entame une manœuvre pour s'en éloigner, et tenter de voguer avec des coudées plus franches.

Mais la voix des Hervé Bourges reste feutrée, discrète. Car il faut être responsable vis-à-vis de sa propre population. Ce n'est pas en s'appuyant sur elle qu'il envisage de s'éloigner. Au contraire, à elle, on continue de répéter que les pauvres américains doivent être défendus, et la télévision, notamment, le répète inlassablement soir après soir. Non, si changement stratégique il doit y avoir, il ne doit concerner que les grands qui dirigent le monde, leurs conseillers, leurs intellectuels, et toute la clique de leurs penseurs. Et pendant qu'on cogite dur en haut lieu, on invite la masse à ne surtout pas réfléchir : « C'est évident, les terroristes doivent être pourchassés. Vous n'avez qu'une chose à faire : en avoir peur, et nous faire confiance pour tout le reste ».

En France, il semble rapidement que c'est l'option « éloignement discret » qui soit décidée. Le 4 janvier, Jacques Chirac, président de la République, appelle à la solidarité avec la riposte américaine, pour détruire Al-Qaïda. Mais il précise : « *Il faut aller jusqu'au bout de cet objectif militaire et le circonscrire au territoire afghan, sauf preuve irréfutable de collusion d'un autre pays (...)* ». Le journal Le Monde prend le tournant. Le 31 janvier, son éditorial dit ceci : « *Donc l'Union américaine est toujours en guerre. La campagne d'Afghanistan a été gagnée. Mais un deuxième front doit être ouvert. (...) La menace est-elle si pressante ?* » Et Le Monde reprend les arguments de Hervé Bourges : « M. Bush s'est déclaré satisfait d'avoir à ses côtés la Chine et la Russie. On n'entrera pas ici dans le débat –

pourtant fondamental- sur la pertinence morale et politique d'une alliance antiterroriste formées avec régimes-là. De la Tchétchénie au Tibet, ils ont montré que l'exercice de la terreur contre les civils –cela s'appelle le terrorisme- faisait partie de leur pratique... »

En tout cas, la bouffée d'air qui court parmi les peuples, ce souffle non pas d'espoir, mais simplement de satisfaction et de sentiment de justice, qui fait suite aux attentats du 11 septembre, les dirigeants du monde, eux, en ont bien senti la force et le caractère universel, et non pas limité à « *certaines pays pauvres* », comme dit Cinquième zone. C'est pourquoi aucun d'entre eux ne dit rien publiquement de ce qu'il peut vraiment penser. Aucun non plus n'ose faire ce calcul qui aurait pu se révéler profitable : se montrer le premier à oser relever la tête contre les USA, prétendre ainsi prendre la tête de toute une série de puissances impérialistes qui ont toutes intérêt à desserrer un peu le carcan de la puissance américaine.

Dans un premier temps, les dirigeants des puissances impérialistes concernées, France, Angleterre, Europe en général, mais aussi Russie, Japon, ont paru étonnés, surpris de cette nouvelle donne, c'est qu'ils avaient une très longue habitude de silence sans broncher face aux USA. En France, il faut remonter au De Gaulle des années d'après guerre, pour retrouver un dirigeant se positionnant ouvertement aux yeux de son opinion, face à la toute puissance américaine. Mais à l'époque, De Gaulle avait l'avantage de pouvoir apparaître comme le seul dirigeant sur le sol du vieux continent à s'être opposé à Hitler, cet l'Allemagne était encore occupée militairement par les puissances victorieuses.

N'empêche ! dès que les USA ont commencé de parler de la nécessité, pour lutter contre le terrorisme, de former une coalition militaire pour traquer Ben Laden en Afghanistan, tous, à la seule exception de la Grande-Bretagne, ont émis de grosses réserves : d'accord pour donner une petite aide indirecte, mais pas d'accord pour un engagement, comme on l'avait connu encore lors de la guerre du Golfe, contre l'Irak, début 1991, où toute une coalition accepta d'être aux ordres de l'armée américaine.

Si la Grande-Bretagne adoptait, sous la direction de Tony Blair, une attitude totalement différente envers les USA, il faut y voir sans doute les restes d'un vieil héritage de liens économiques directs privilégiés entre les deux pays. Dès le 10 octobre 2001, la France trouvait le moyen de tirer dans le dos de la Grande-Bretagne : un rapport paraît ce jour-là, pour démontrer clairement que la Grande-Bretagne est, en Europe, le véritable complice des organisations terroristes, en particulier des groupes islamistes. Sous-entendu : ce pays qui joue les matamores en fonçant tête baissée en Afghanistan, a servi de refuge, si ce n'est aux criminels du 11 septembre, du moins à leurs amis et à leur argent.

En tout cas, les Etats-Unis doivent déchanter : la situation n'est plus celle du Golfe. A l'époque, l'URSS venait de s'effondrer. La nouvelle donne était que les USA apparaissaient comme le seul et unique gendarme du monde. Il pouvait sembler que l'on n'avait que le choix de les suivre inconditionnellement. Mais le 11 septembre, le gendarme n'a pas été fichu de protéger ses propres locaux. La France elle-même pouvait prétendre avoir mieux fait, en ayant su traverser ses vagues d'attentats quelques années plus tôt sans dégâts majeurs. Alors...

LA RUSSIE ACCEPTE L'INSTALLATION DES TROUPES US SUR DES CHAMPS PETROLIERS DE L'EX-URSS

Début 2002, dans son discours sur l'état de l'Union, Bush définit « *l'axe du mal* » : ce sont les pays suivants, Irak, Iran, Corée du Nord. En clair, attendez-vous à une prochaine attaque contre ces repaires de terroristes.

La Russie rue immédiatement dans les brancards. Le 3 février, le ministre de la défense Ivanov prend, bien fort, fait et cause pour deux des trois pays de cet « axe du mal » : « *Pour ce qui est des expressions "axe du mal" ou "Etats voyous", dit-il, nous avons notre propre liste d'Etats représentant une menace. Nous n'avons pas une seule preuve que l'Iran soit impliqué (dans le terrorisme) ou ait des liens avec une organisation terroriste. Au contraire, l'Iran, ainsi que la Russie et l'Inde, ont combattu le terrorisme en Afghanistan (...)* » Et Ivanov insiste plus lourdement : « *Peut-être que peu de personnes, en Occident, apprécient le fait que nous ayons des relations avec l'Irak et l'Iran. Nous, nous n'apprécions pas que vos alliés, dans les Etats du Golfe et en Arabie saoudite, soutiennent le terrorisme* ».

Un ton aussi insolent de la part de la Russie a de quoi surprendre. Qu'est-ce qui donne à la Russie cette assurance qu'on ne lui connaissait pas avant le 11 septembre ? Elle qui, économiquement, est toujours dans un état désastreux, largement endettée et dépendante de la bonne volonté du Fonds Monétaire International, donc des grands banques occidentales.

C'est que la carte militaire du globe vient de changer de manière impressionnante. Ben Laden n'est pas retrouvé en Afghanistan, mais des bases américaines très conséquentes sont en train d'être mises en place dans la région, dans plusieurs Etats de l'ex-URSS. Et il a fallu l'accord et la bonne volonté de la Russie, puissance gendarme de la région. Le Monde du 23 mai 2002 publie une carte qui indique que les Américains disposent maintenant de toute une série de bases nouvelles dans une région du monde dont ils avaient jusque là été absents. En Géorgie (100 hommes), en Ouzbékistan (2000 hommes), au Kirghizstan (2000 hommes, base franco-américaine avec 400 français), auxquels il faut ajouter 5000 hommes en Afghanistan, un millier au Pakistan.

Cette nouvelle vague d'implantation militaire des Etats-Unis en Orient vient faire suite et s'ajouter à celle, un peu plus d'une dizaine d'années plus tôt, qui s'était réalisée au Proche-Orient, à la faveur de la guerre du Golfe : 720 hommes sur l'émirat de Bahrein, 5000 à Koweït et 4800 en Arabie saoudite, et là il faut ajouter une base en construction à Qatar.

Ces deux dispositifs sont clairement orientés vers les intérêts pétroliers dans ces deux régions. Mais si en 1991, les soldats américains n'ont fait que reprendre des puits de pétrole qui tentaient de leur échapper, cette fois, en 2001, la conquête militaire s'accompagne de conquêtes économiques entièrement nouvelles. L'accès aux champs de pétrole de la région est un rêve vieux de 85 ans pour les capitalistes américains. C'est la révolution ouvrière de 1917 qui en avait chassé les entreprises capitalistes des pays dominants. Et depuis, ils n'ont cessé de manœuvrer, de saboter, de lorgner sur ce pactole.

En 1979, les Américains ont choisi d'utiliser l'Afghanistan pour tenter, une fois de plus, d'en finir avec l'URSS. Car celle-ci, même bureaucratifiée, même dictatoriale vis-à-vis de sa population, ne pouvait revenir sur certains principes essentiels gagnés par la révolution, en matière économique, notamment le contrôle de la nation sur ses ressources et ses forces économiques, avec le monopole du commerce extérieur.

Et c'est en s'appuyant sur Ben Laden, homme de confiance issu d'une très puissante famille d'Arabie saoudite, que les USA envoient armes et argent aux islamistes d'Afghanistan. Il s'agissait d'affaiblir l'URSS, en l'obligeant à envoyer toujours plus de troupes contre les rebelles. Cet épuisement a compté dans son écroulement final, en 1990. Depuis, un régime capitaliste comme les autres, corrompu, ouvert à tous les business, s'est mis en place. Et le pays qui avait réussi à unifier de nombreux Etats s'est disloqué, favorisant les interventions impérialistes.

L'Ouzbékistan, notamment, riche en hydrocarbures, est particulièrement intéressant. Les compagnies occidentales Exxon, Chevron, Texaco, Total, s'y précipitent. Elles ont un problème : ces pays n'ont pas de port, pas de débouché sur la mer. Il faut un gigantesque pipeline, pour écouler la production, et la récupérer. Mais passer par l'URSS reviendrait encore trop cher. Mieux vaudrait y arriver par un pays plus faible, moins en état d'exiger des contreparties. L'Afghanistan est idéal de ce point de vue. C'est la compagnie américaine Unocal qui se charge de négocier l'affaire avec les islamistes, les talibans, qui dirigent le pays.

Mais un obstacle apparaît. En 1997, Ben Laden, l'ancien agent de la CIA, se met à jouer son propre jeu. Il tente de faire ce que la CIA lui avait appris -conquérir le pouvoir- mais pour son propre compte. Et bien entendu, avec le même genre de méthodes, notamment la terreur. Il lance des attentats contre des ambassades américaines de la région, pour se créer une audience et une popularité. A l'époque, il se trouve basé en Afghanistan.

Bush devenu président des Etats-Unis en janvier 2001, le lobby pétrolier dispose avec lui de leviers directs sur le pouvoir. En secret, comme tout dans cette affaire, ils envoient un ultimatum aux Talibans, en juillet 2001 : « Ou vous livrez Ben Laden, et on s'entend : on construit le gazoduc et vous serez bien payés ; sinon, c'est la guerre ! » Les attentats du 11 septembre, un mois plus tard, semblent bien être la réponse à cet ultimatum.

Pour Bush, les dénoncer comme un acte terroriste contre les valeurs de « liberté » de l'Amérique, c'est le moyen de légitimer la possibilité d'envoyer enfin ses troupes dans cette région si longtemps convoitée. C'est donc un programme de rapine économique vieux de 90 ans qui vient d'être réalisé, au nom de la démocratie, et des droits de l'homme. La guerre en Afghanistan n'a pas touché Ben Laden, et on ne sait même pas si elle a touché son organisation. Mais elle a mis au pouvoir en Afghanistan des hommes entièrement d'accord pour permettre aux pétroliers américains de réaliser leurs vœux les plus chers.

La Russie a vite compris l'enjeu des visées américaines : il est gros, et elle peut donc exiger gros également en échange de son acceptation, voire de sa collaboration. Elle a commencé par demander à ce qu'on cesse de critiquer ses interventions en Tchétchénie ou ailleurs, dans les territoires qu'elle estime de son ressort. La facilité avec laquelle les USA ont répondu en faisant signe qu'il n'y avait pas de problème, et qu'ils laisseraient désormais faire en Tchétchénie sans critiquer, indique au pouvoir russe qu'il y a moyen d'obtenir plus encore en échange de l'installation des bases US. D'où ce ton cinglant avec lequel Ivanov répond au discours de Bush sur « l'axe du mal ».

La Russie, comme les autres puissances de second ordre, sait, comme tout un chacun dans ce monde de concurrents où chacun guette l'autre au tournant, que chaque allié actuel des USA est potentiellement prêt à s'en éloigner, si l'opportunité s'en présente. Et la Russie

sait qu'elle peut menacer de faire les yeux doux à l'Europe, qui se trouve naturellement, géographiquement, plus proche d'elle. Une Europe qui, avant la révolution russe, était son allié et protecteur naturel. Et qui, avec sa récente monnaie unique, l'euro, avec son marché unifié, représente maintenant sur le plan économique une force non négligeable comparée à celle des USA. Une Europe qui regarde la nouvelle présence américaine dans cette région, comme une mise à l'écart de ses intérêts, autrefois bien présents, avant la révolution soviétique.

LES RAPPORTS DE FORCE INTER-IMPERIALISTES

Durant les dernières décennies de l'existence de l'URSS, la carte des bases américaines dans le monde était celle de l'encadrement de cet Etat indésirable, en vue de le menacer directement. Ainsi, les américains disposaient d'une armada de bases en Europe de l'Ouest. Désormais, avec le nouveau jeu permis par une Russie devenue capitaliste, cette carte est en train de devenir celle du contrôle américain sur les grands champs pétrolifères des régions pauvres de la planète.

Le recul de l'URSS, puis son effondrement, ont permis aux USA de fermer des centaines de bases militaires à travers le monde, notamment en Europe. Et tous les grands pays capitalistes ont revu à la baisse leurs programmes militaires. La course aux armements avait été un moyen utilisé de longue haleine pour affaiblir durablement l'URSS. Elle ne se justifiait plus après 1990.

Mais au cœur de chaque puissance capitaliste, les intérêts ne sont pas tous identiques. Les trusts de l'armement, comme les états-majors militaires, se sont considérés évidemment négligés, et ils n'ont cessé de revendiquer de retrouver une meilleure place dans le budgets des Etats. De ce point de vue, le 11 septembre est l'occasion d'un coup d'arrêt aux baisses de programmes militaires.

Aux USA, le budget militaire est d'un seul coup augmenté de 15%, et se retrouve à un niveau de 366 milliards de dollars. Avec un tel budget, « *les Etats-Unis devraient dépenser en 2003 dans le domaine de la défense autant que les 15 à 20 pays suivants réunis* » (S. Brooks et W. Wolforth, Foreign Affairs de juillet-août 2002).

Mais ce choix américain de miser gros sur la carte militaire, et de prendre une avance jamais vue sur le reste du monde, est discutable. « *Le pouvoir américain est moins décisif qu'il ne le semble. Sur le plan militaire, le monde est certes unipolaire. Mais en matière économique, il est multipolaire* » analyse Joseph Nye, de l'école Kennedy de gouvernement, à l'université Harvard.

Effectivement, ce qui caractérise la domination de type capitaliste par rapport à celle des empires des précédentes périodes de l'histoire, c'est la globalité des conditions du rapport de forces. Le terrain militaire n'est qu'une composante parmi d'autres, et toutes sont mises en œuvre simultanément. La moindre armée moderne en action s'essoufflerait très vite sans une production et une économie à la hauteur.

Or, sur le terrain économique, si les Etats-Unis ont une longueur d'avance, cette fois l'écart est loin d'avoir les proportions atteintes sur le plan militaire. Si on regarde de près le poids relatif des éléments de la fameuse triade (les trois régions qui dirigent la mondialisation

capitaliste) à l'aide du Produit intérieur brut total, on s'aperçoit que les USA sont certes numéro un mondial (avec 7800 milliards de dollars de PIB en 1997), avec un poids économique plus de deux fois celui du second, le Japon (3000 milliards de dollars de PIB en 1997). Mais un phénomène nouveau se construit lentement et régulièrement, c'est la montée en puissance de l'Europe. Si chacun des Etats européens, pris isolément, est loin derrière (Allemagne 1850 milliards de dollars de PIB en 1997, France 1240 milliards, Grande-Bretagne 1170, Italie 1150), l'union européenne fait d'ores et déjà jeu égal avec les USA. Si on englobe l'Europe de l'Est, le PIB cumulé de l'Europe dépasserait cette fois celui des USA.

Bien sûr, les USA, à PIB égal, sont mieux placés que l'Europe, du fait essentiel qu'ils disposent d'un Etat unique, au lieu que l'Europe reste une entente entre Etats, dont le fonctionnement est forcément moins souple, moins efficace. Mais le fait est que sur le plan économique, le rapport de forces entre grandes puissances est loin d'être celui qu'on connaît sur le plan militaire.

On peut en profiter pour dire quelques mots sur les liens étroits qui régissent le problème économique et le problème militaire. Les deux puissances qui suivent les USA, le Japon et l'Allemagne, ont été les deux grands perdants de la seconde guerre mondiale. A ce titre, ils ont dû accepter des conditions de limitation très importantes et pour une longue durée en ce qui concerne leurs armées et leurs armements. En 1997, les pourcentages des dépenses publiques de défense étaient de 1% du PIB pour le Japon, 1,3% pour l'Allemagne, alors que la France devait y consacrer 2,7% de son PIB, et les USA 3,4%. Ainsi, le système de rapports de forces hérité de la seconde guerre mondiale, qui devait limiter la puissance militaire des vaincus, leur a, dans une certaine mesure, permis d'éviter des dépenses considérables sur le plan militaire, et a sans doute bénéficié à l'économie de ces pays.

Les Etats-Unis, pour leur part, n'avaient pas le choix. S'ils voulaient assumer leur rôle de gendarme du monde capitaliste face à l'URSS, qui faisait partie du camp des vainqueurs au sortir de la seconde guerre mondiale, ils se devaient de jouer les premiers rôles sur le plan militaire. L'effondrement de l'URSS ne leur a permis de souffler sur ce terrain que de manière relative. En 1985, le budget militaire américain était encore de 6,5% du PIB.

Mais le 11 septembre sonne comme le signal d'une reprise, et à grande allure, de la marche en avant des dépenses militaires. En déclarant la « guerre au terrorisme », en décidant seuls et contre tous qui est l'axe du mal, et qui sont les terroristes, les USA ont réagi à l'agression qu'ils ont subie le 11 septembre en chefs de guerre de la planète. Ce n'est pas nouveau, mais un degré est franchi. Lors de la guerre de Yougoslavie, par exemple, en 1999, les USA avaient aussi un rôle prépondérant. Mais par le biais de l'OTAN, la France a par exemple pu exercer un certain contrôle des opérations, quitte à gêner l'efficacité militaire, du moins aux yeux des américains. La chaîne de commandement était assez compliquée et donnait donc une voix à d'autres décideurs que les Américains.

En Afghanistan, les Américains ont d'avance décidé de ne pas refaire cette expérience. Ils ont tenu à pouvoir agir seuls, quand et comme il leur semble bon, sans possibilité de censure de quiconque. Et s'ils ont accepté une relative aide et présence anglaise, c'est dans des conditions telles que ceux-ci étaient bel et bien des exécutants muets durant toute l'opération. Quant à la France, elle a dû se heurter à une mauvaise volonté américaine, qui lui a interdit, un moment, de faire parvenir sur place le minimum de présence militaire qu'elle s'était décidée à investir.

Du coup, la France s'est découvert un problème. Elle qui avait tenu la seconde place sur le plan de l'intervention militaire lors de la guerre du Kosovo, s'est retrouvée à peu près hors jeu dans celle d'Afghanistan. Ce n'est pas vis-à-vis des USA qu'est son vrai problème, mais vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Inquiète de se retrouver derrière celle-ci, elle vient de décider, au lendemain de la réélection de Chirac, de se donner les moyens de rattraper le léger retard qu'elle s'était permis d'avoir vis-à-vis des Anglais. Car, dans le cadre même de l'Europe, qui devrait à terme se doter d'une force d'intervention propre, comme dans le cadre d'opérations « extérieures », comme celle d'Afghanistan, la France tient à garder une place chèrement gagnée, depuis le général De Gaulle, avec la mise en place d'un armement nucléaire autonome important.

UNE CONTESTATION QUI SE DEVELOPPE ENVERS LES USA

La Russie n'a pas été la seule à réagir quand Bush a défini son « axe du mal ». Le fait que Bush ait décidé seul, sans même consulter ses alliés, quels seraient les prochains pays à attaquer après l'Afghanistan, ne plait guère en Europe. Le Ministre français des affaires étrangères dit clairement quel est le tournant à prendre : « *Si nous ne sommes pas d'accord avec la politique américaine, nous devons le dire. Nous pouvons le dire et nous devons le dire (...) Personne ne peut empêcher les Américains d'augmenter de façon phénoménale leur budget de la défense. Les Républicains l'ont souvent fait, cela correspond à des intérêts immenses. Il y a énormément d'entreprises, d'investisseurs, de centres de recherches qui trouvent leur intérêt (...)* » Et il dénonce le « simplisme » de la vision américaine.

Peu habitué à un tel langage, Colin Powell, le secrétaire d'Etat US répond que Hubert Védrine devait « avoir des vapeurs » quand il a dit ça. Et il traite d'excité le Britannique Chris Patten, qui tient le même discours, cette fois, au nom de l'Europe. Sous le titre: « *Les Etats-Unis dilapident le capital de sympathie qu'ils avaient recueilli lors des attentats du 11 septembre* », Le Monde écrit : « *Désormais, la notion d'alliés a changé de signification. C'est ce qu'a voulu indiquer l'Allemand Joshka Fisher (au nom de l'Europe) en rappelant à Washington que "les partenaires d'une alliance ne sont pas des satellites"* » (18 février 2002).

Les USA sont offusqués. Mais ils n'ont pas le choix. Ils doivent constater que leurs discours sur « le pays des libertés lâchement agressé » ne convainc guère les dirigeants des grandes puissances. Les dirigeants du monde capitaliste ont tous senti l'opportunité de la situation. C'est lorsqu'un concurrent est affaibli qu'on peut s'en émanciper un peu. Les Etats-Unis eux-mêmes, faut-il le rappeler, ont conquis leur actuelle première place sur le dos de la Grande-Bretagne et de l'Europe, entre les deux guerres mondiales, en profitant de l'affaiblissement que leur avait causé ce double conflit.

Alors, George Bush se fait une rai-son, et change de ton. Lors de la cérémonie de souvenir du 11 mars, 6 mois après les attentats, il rend hommage à ses alliés. Plus question de vapeurs, au contraire il parle de « *notre bonne alliée, la France* ». Cette opportunité pour les grandes puissances de s'émanciper à un degré ou un autre du giron américain, les pays riches ne sont pas les seuls à la comprendre. Des dirigeants des pays dominés, de leur côté, veulent déjà en profiter.

Le 6 février 2002, lors d'une tournée en Europe, le Ministre palestinien de la coopération internationale, Nabil Chaath, parle du règlement du problème palestinien. Il ne

mâche pas ses mots. L'Union européenne, dit-il, « *sous-estime sa capacité à influencer la politique américaine* ». En clair, il dit aux dirigeants européens, il ne tient qu'à vous d'imposer plus de choses que vous ne le faites au Moyen-Orient. Vous avez votre propre politique, qui consiste à vouloir la création d'un Etat palestinien, sur la base d'élections en Palestine. Les USA, eux, n'ont aucun projet actuellement, et ne s'occupent que de lutte contre le terrorisme, et de soutien à la guerre que nous mène Sharon. Ayez donc un minimum de courage face à eux !

Nabil Chaath a en partie raison. Un fort degré de lâcheté et de servilité continue de subsister chez les dirigeants du monde, face aux Etats-Unis. D'abord, parce que c'est une vieille habitude. Combien d'interventions militaires ou secrètes américaines n'ont jamais été condamnées, pas même critiquées, par ses alliés ? Ensuite, parce qu'eux-mêmes sont d'abord égoïstes. Le seul terrain sur lequel les dirigeants européens ont osé, après le 11 septembre, affronter autrement qu'en paroles, les USA, c'est celui des droits de douanes sur l'acier américain, et les aides de l'Etat américain envers leurs agriculteurs. Là, ce sont directement les intérêts économiques européens qui étaient touchés.

Au Moyen-Orient, l'affrontement est feutré, indirect. Ainsi, lorsque tout dernièrement, Bush a fini par décider de ne plus prendre en compte Arafat, et de le considérer comme un terroriste, l'Europe n'a pas accepté de le suivre. Et elle a envoyé des représentants rencontrer Arafat, à égalité avec les dirigeants israéliens. Fin juin 2002, rencontrant au Canada les chefs d'Etat des pays industrialisés dans le cadre du G8, Bush leur a répété : « *Nous ne pouvons pas avancer sur la voix de la paix avec une direction compromise avec la terreur* ». Ce à quoi Jacques Chirac a répondu : « *Il appartient naturellement au peuple palestinien et à lui seul de choisir ses représentants* ».

Et l'Union européenne répète, par la bouche du ministre danois des affaires étrangères Per Stieg Moeller : « *Il ne revient qu'au peuple palestinien de décider qui il veut comme dirigeant* ». Quant aux accusations américaines d'argent détourné par l'Autorité palestinienne, l'espagnol Javier Solana y répond en assurant que les fonds accordés par l'Europe font l'objet de « plus de contrôle (...) que dans aucun pays au monde ». Seul l'anglais Tony Blair accepte de s'aligner derrière George Bush, et le journal Le Monde titre fièrement sur une pleine page : « *Washington ne convainc pas ses alliés d'abandonner Arafat* ».

Du temps de l'URSS, un Etat comme la Palestine aurait sans doute cherché appui sur l'Union soviétique. De nombreux Etats avaient ainsi cherché, à un moment ou autre, protection auprès de ce qui était alors la seconde puissance mondiale, pour pouvoir refuser les conditions draconiennes imposées par les Etats-Unis et l'impérialisme en général. Et l'impérialisme lui-même apparaissait plus uni, du seul fait de l'existence de l'URSS, ce corps étranger dans le monde capitaliste.

Ce n'est pas l'origine révolutionnaire de cet Etat qui les dérangeait, et les poussait à s'unir le plus souvent, de manière quasi-naturelle. Cette origine avait fini par perdre beaucoup de sens, car l'URSS elle-même, ayant subi une guerre acharnée dès sa naissance, est née moribonde. Il n'y avait guère de soviets que dans son nom. Mais sa seule existence représentait un espoir en autre chose qu'en ce monde capitaliste. L'URSS avait beau être une dictature, ce qui subsistait de son économie était une preuve vivante que le système capitaliste pouvait ne pas être le seul au monde.

L'URSS disparue, le monde entier a cru un temps que les USA devenaient le super-vainqueur de cet écroulement. Et les USA en ont profité pour obliger toutes les armées de la planète à les suivre dans une coalition militaire inégalée, lors de la guerre du Golfe, entreprise sous Bush le père. Mais le 11 septembre et la guerre d'Afghanistan de Bush l'enfant ont ouvert une autre réalité : le monde capitaliste recommence à être ce qu'il a toujours été : un monde de concurrence et de recoins, aux plus hauts niveaux.

Le 11 septembre a sonné comme l'heure de la fin de la récréation ouverte avec l'écroulement de l'URSS. Non, il n'y aura pas un monde avec un maître unique, aimé et suivi par tous. Le capitalisme, c'est le chacun pour soi. Et c'est vraiment par endormissement et vieilles habitudes si, l'URSS disparue, on est restés à suivre les Etats-Unis comme un seul homme.

L'après 11 septembre, en réalité l'après URSS, ne peut que pousser à ce que se constituent des pôles d'opposition à la politique américaine. Ce n'est pas que les dirigeants européens soient particulièrement courageux. Mais c'est dans la logique même de ce qu'ils ont déjà entrepris, cette Union économique européenne, que de devoir se retrouver à jouer un jeu concurrent avec les Etats-Unis. Ne serait-ce que parce qu'on va venir le leur demander. On l'a vu avec l'exemple du problème Palestinien. Du côté des pays dominés, le besoin naturel pour chaque Etat de chercher un peu d'air frais ne peut se réaliser que si se constitue un ou des blocs capables de compter à ordre de grandeur égal avec les USA.

Mais il y a d'autres exemples. Ainsi, le 17 mai, dirigeants d'Amérique Latine cette fois et dirigeants Européens se sont réunis à Madrid. Il s'agissait de discuter la possibilité de signer des accords de libre-échange entre les deux régions. Là encore, des dirigeants de pays dominés ont reproché aux dirigeants européens leur manque d'empressement à changer la donne. Le commissaire européen pour le commerce Pascal Lamy a répété que « l'option européenne reste ouverte pour tous les pays d'Amérique latine ». En clair que ceux qui souhaitent ne pas devoir commercer sous la seule influence US, comme c'est le cas actuellement, peuvent s'adresser aux dirigeants européens.

Mais c'est la France qui, en voulant protéger son industrie agroalimentaire, s'est refusée à l'idée de libre échange en matière d'agriculture. Du coup, l'allemand Gerhard Schröder a mis en garde : « *Nous devons veiller à ne pas compromettre, par une attitude trop rigide sur les questions agricoles, nos intérêts industriels* ».

VERS UNE EUROPE PLUS CENTRALISEE

En fait, l'Europe est tiraillée. D'un côté, elle ne cesse de voir passer des opportunités sous ses yeux. De l'autre, elle fait l'effet d'un manchot qui s'agite, mais découvre à chaque fois que les mots ne suffisent pas, et qu'il n'a pas de bras.

Ou plutôt, l'Europe a trop de bras. Le temps qu'ils se coordonnent, se mettent d'accord, et la situation a déjà évolué. Le seul terrain sur lequel l'Europe s'est constituée un bras efficace, c'est celui de la guerre économique qu'elle entend mener pour faire une place à ses entreprises capitalistes. La Commission européenne a su répliquer aux mesures protectionnistes américaines de l'après 11 septembre.

Bush a en effet pris des mesures économiques d'envergure à la suite des attentats du 11 septembre. A l'intérieur, il a décidé d'importantes réductions d'impôts, augmenté les commandes faites par l'Etat, de manière à assurer par ricochet suffisamment de commandes aux entreprises privées. A l'extérieur, il a mis en place des mesures de protection, essentiellement pour les producteurs d'acier et les agriculteurs américains.

Bush a décidé de donner des aides considérables à ses agriculteurs, l'équivalent de plus de 200 milliards d'euros sur 10 ans. Cette aide permet que les produits agricoles américains (soja, céréales, coton), soient vendus à très bas prix. Ainsi, ils peuvent être vendus jusque dans les pays pauvres, à des prix imbattables, et meilleur marché que les productions locales. Et ils écrasent toutes les tentatives locales des paysans des pays dominés de créer leur propre production,. Cette politique est commune à tous les pays riches, qui y dépensent déjà 350 milliards de dollars, soit la totalité du Produit intérieur brut de l'Afrique subsaharienne.

Bush a mis aussi en place des taxes très importantes sur l'acier européen et japonais qui rentre aux USA, pour le rendre plus cher. En mai 2002, l'Europe a répondu qu'en échange de ces taxes sur l'acier, d'autres produits américains devaient alors être détaxés. Les USA ont alors répliqué qu'ils ne pouvaient faire tous les efforts, et que l'Europe, par exemple, n'en faisait vraiment pas sur le plan des budgets militaires. L'Europe a alors préparé une liste de produits sur lesquels elle menaçait de mettre des droits de douane. Mais en réalité, tous les pays européens n'ont pas exactement les mêmes intérêts. Certains estiment qu'une telle guerre contre les USA leur ferait plus perdre que gagner. L'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas n'étaient pas prêts à aller jusqu'au bout.

C'est le problème de l'Europe, et sa différence avec les Etats-Unis. Elle ne parle pas, ou pas encore, d'une seule voix. Y parviendra-t-elle ? C'est probable, mais ce n'est pas une certitude. Car l'Europe est un conglomérat où la concurrence continue de jouer entre les divers partenaires. En tous cas, les dirigeants européens savent tous que la question de l'heure est de décider ou non de la mise en place d'un gouvernement de l'Europe. En fait, la réponse dépendra de l'attitude des grands : Allemagne, France, Angleterre. Un seul partenaire européen peut à lui seul bloquer le processus souhaité par les autres.

Mais à l'inverse, si les principaux Etats européens parviennent à un accord, ils se ménageront très certainement des droits particuliers pour sauvegarder, quoi qu'il arrive, leurs intérêts essentiels. Et il n'en sera certainement pas de même vis-à-vis des Etats plus petits déjà membres, mais surtout ceux qui attendent d'en faire partie. Il est quasi-obligatoire que s'établisse une sorte de démocratie à deux niveaux. Déjà, la Commission européenne cherche à abandonner le procédé actuel, qui nécessite qu'il y ait consensus, c'est-à-dire acceptation par tous, pour remplacer ce fonctionnement par des décisions prises à la majorité. Elle cherche également à doter certains organismes ou représentants de pouvoirs de plus en plus concentrés.

Mais si l'Europe veut jouer un rôle plus étendu que celui qu'elle a pu mener jusqu'à présent, il lui sera nécessaire de se doter aussi de sa propre force militaire. Car dans ce monde de dominés et de dominants, il faut être craint pour être obéi. Il n'y a guère de respect gratuit.

La tendance à se dissocier des Etats-Unis sur le plan militaire aussi, signifie à terme la fin de l'OTAN, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, entente militaire créée au lendemain de la seconde guerre mondiale pour unir et coordonner les forces occidentales des deux bords de l'Atlantique, en vue de riposter ou de s'attaquer à l'occasion, à l'URSS.

Là aussi, l'effondrement du bloc des pays de l'Est, puis de l'URSS elle-même, n'ont pas mis en évidence dans un premier temps l'inutilité de l'OTAN. Au contraire, celle-ci a semblé avoir une nouvelle utilité dans le cadre de la guerre menée au Kosovo. Mais les forces intimes du système capitaliste ont là aussi réveillé les vieux démons de la concurrence inexorable. Aujourd'hui, les USA répètent haut et fort que le fonctionnement des Etats-majors qu'ils ont connus dans cette guerre leur est insupportable. Dans la guerre d'Afghanistan, l'OTAN n'a même pas servi pour la forme. Sa participation s'est bornée à envoyer quelques avions Awacs pour surveiller le territoire des Etats-Unis, à la place des appareils américains envoyés en Afghanistan.

LA FRANCE A LA RECHERCHE DE SON PROPRE JEU

La France ayant été l'un des deux moteurs de la construction européenne avec l'Allemagne, au lendemain de la seconde guerre mondiale, elle peut s'estimer bien placée pour tirer profit d'un développement de cette construction. Alain Joxe, dans un essai intitulé « *L'empire du chaos* » explique que l'empire américain a quelque chose de différent par rapport aux précédents empires de l'histoire du monde. Il ne cherche pas à intervenir et à imposer sa loi partout. Il ne cherche pas à conquérir le monde. Après leurs campagnes militaires, selon lui, il n'a pas l'intention d'occuper le terrain conquis. Au contraire, il cherche à se retirer dès que possible. Pour lui, les USA « *pensent désormais le monde comme un chaos dont ils estiment devoir s'accommoder, en punissant les comportements déviants et en fortifiant leurs abords pour survivre* ».

Ces affirmations sont discutables. Effectivement, le système de domination impérialiste du capitalisme peut se passer d'une occupation militaire du terrain. C'est l'Europe qui, de ce point de vue, a toujours eu un temps de retard sur les Etats-Unis. En décidant dans les années 1880 de conquérir leurs empires sous une forme coloniale, (avec occupation du terrain donc), les Européens plaçaient les Etats-Unis en bonne position pour se présenter bientôt en défenseurs de la liberté, et en soutenant les décolonisations.

La domination capitaliste, par les liens économiques qui unissent le monde et le rendent interdépendant, par les échanges inégaux, les inégalités de développement, de technologie, par le biais de la dépendance financière (dette des pays dominés), n'a pas besoin de colonies, d'occupation du terrain, pour se perpétuer, et se renforcer même. Par contre, le jour où un dirigeant, un Etat, une population se met à croire pour autant qu'il peut s'affranchir de la tutelle impérialiste (Cuba avec Castro, la Chine avec Mao), il reste nécessaire de pouvoir intervenir militairement, directement ou indirectement. C'est pourquoi l'impérialisme américain, mais aussi les impérialismes de second rang comme la France, continuent d'entretenir des systèmes de bases militaires et de forces d'intervention longue distance, au niveau mondial. Simplement, il leur arrive de se réorganiser, en fonction de leur estimation de la situation, des risques et des enjeux, et de leurs moyens.

En tout cas, Alain Joxe en conclut que cette attitude américaine ouvre une place dans le monde à l'Europe, et à la France dans l'Europe. Selon lui, la France devrait « *reparler de la Révolution (celle de 1789), c'est notre fondamentalisme ; cela ne veut pas dire qu'il faut la faire de nouveau, mais qu'il faut en reparler pour se comprendre* ». Ainsi, en parlant de défense de la République, en affirmant qu'elle est la patrie de la « fraternité républicaine », la

France pourrait apparaître comme un espoir en opposant l'idée de la République à cet empire du chaos américain.

Ce qui est sûr, c'est que la France, et avec elle l'Europe, ont a priori de bonnes raisons de vouloir apparaître comme des pacifistes, maintenant que les Américains se présentent ouvertement comme en guerre. Cela a l'avantage de risquer de plaire aux populations, car partout dans le monde, les peuples aspirent à la paix. Mais c'est une duperie. La France, ses banques, son Etat, sont parmi les premiers au monde à pressurer des dizaines de peuples par le biais de la dette. Une dette tout à fait pacifique, et qui étouffe des dizaines de millions d'êtres humains.

ISLAM ET OCCIDENT

Beaucoup d'encre a coulé au sujet du 11 septembre, et on lit et on entend à peu près tout et n'importe quoi. Une thèse revient assez souvent. Celle d'un inévitable affrontement entre l'Occident et l'Islam. Cette inquiétude parcourt tout le paysage politique. Il y a les Finkelkraut, déjà cité, qui sont évidemment pour que l'on considère au plus vite l'Islam comme l'ennemi, et que l'on engage le combat contre lui sans attendre. Ces gens-là relèvent des doctrines fascistes, ils sont pour gouverner les peuples en imposant des situations de guerre ouverte, en creusant des fossés de sang, comme on l'a vu faire en Europe même, en Yougoslavie, ou dans ce pays qui vit de manière totalement occidentale, Israël, avec la guerre imposée par Sharon..

Mais des gens plus modérés s'inquiètent sérieusement aussi. Guy Hermet, directeur d'études à Sciences-Po souligne que, dans le monde de l'Islam, « *la religion y occupe une place centrale, alors que nous (l'Occident) avons perdu Dieu. Les caractères arabes, eux-mêmes, ont conservé une valeur sacrée, inimaginable chez nous. Et aucune de nos sociétés n'utilise une formule religieuse de salut comparable à l'"Inch Allah" musulman. L'Islam prétend –et c'est légitime– parvenir à la modernité à sa façon. Mais combien de temps cela prendra-t-il ?* »

On peut répondre deux choses. En Occident, Dieu est essentiellement perdu en France, mais bien moins dans le reste de l'Europe. Quant aux USA ? Dieu est même inscrit sur le billet vert, le dollar. D'ailleurs, Dieu n'a pas été perdu. Il a dû être chassé, par une violence égale à celle que lui-même, ou du moins ses grands prêtres exerçaient sur toute la société européenne. Il a fallu la Révolution française. Auparavant, Dieu était au centre de l'Occident, avec autant de force, d'intolérance, et d'aberrations que tout ce que nous pouvons trouver ou dénoncer dans les recoins les plus réactionnaires de l'Islam actuel. Faut-il rappeler l'Inquisition, les Croisades, la pratique officielle de la torture, les Guerres de Religion, les Conquistadores ?

Deuxième chose. En terre d'Islam, il a toujours existé des courants laïques, démocratiques, éclairés, partisans de développer les sciences, et des partisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, telle qu'elle n'a été réalisée en France qu'en 1905, il n'y a pas si longtemps. Et il existe dans tous les pays d'Islam des courants révolutionnaires encore plus avancés, communistes, partisans de changer la société elle-même. Ce n'est pas parce que ces voix sont étouffées, emprisonnées qu'il faut considérer qu'elles n'existent pas. Or depuis que le danger communiste les a effrayés avec l'arrivée de l'URSS sur la scène de l'histoire, les dirigeants des pays démocratiques qui dominent le monde ont choisi, dans les pays

musulmans, de soutenir les tendances les plus religieuses, les plus conservatrices, pour étouffer toutes ces voix.

Alors, il faudra repousser la puissance du pouvoir religieux, mollahs et autres imams, hors de l'État. Mais ce ne sera pas plus difficile à faire que ça ne l'a été en Europe, et en France en particulier. C'est la révolution sociale qui le fera. C'est elle qui manque dans les pays qu'on nous décrit comme arriérés. L'arriération, elle provient des classes dominantes. Ce sont elles qui maintiennent une chape de plomb, entretenue avec l'argent de toutes les puissances impérialistes.

LA GUERRE D'IRAK ET LES ENJEUX PETROLIERS

Depuis qu'elle a défini son « axe du mal », l'administration américaine n'a cessé de faire et refaire des annonces sur la guerre qu'elle entend mener contre l'Irak. Il est évident qu'un courant fort et déterminé existe aux USA, pour entreprendre cette guerre. Mais la décision en a d'ores et déjà été retardée par le refus des plus nets de la quasi-totalité des grandes puissances. Là encore, seule la Grande-Bretagne de Tony Blair fait exception.

La surprise de ce refus à peu près unanime digérée, les USA semblent, au moment où nous écrivons, prendre l'option d'une action militaire pour le début de l'année 2003 (en raison aussi des conditions climatiques) qu'ils se préparent à mener à peu près seuls, et peut-être, pour la première fois, envers et contre un désaveu haut et fort de pays comme l'Allemagne, la France, ou la Russie.

Savoir, aujourd'hui, si la guerre annoncée aura lieu ou pas, et dans quelles conditions exactes, relève du pronostic, ce qui est à la fois vain et illusoire. Il est par contre important d'avoir présent à l'esprit une donnée géostratégique que le 11 septembre va peut-être faire basculer. Il s'agit de la place que les Etats-Unis accordent à l'Arabie saoudite.

Si à ce jour, rien n'a encore changé de ce point de vue, on n'a cessé d'entendre et de voir qu'aux plus hauts niveaux de l'Etat américain, existe une volonté de lâcher l'Arabie saoudite. Patrie de Ben Laden, d'Al Qaïda, et d'autres tendances anti-américaines, l'Arabie est en effet depuis des décennies le bastion sur lequel est édifié la politique des prix du pétrole mondial, contrôlée par les compagnies américaines. Le soutien US à cette dictature wahabbite – l'une des tendances les plus moyenâgeuses de l'Islam – lui permet de maintenir un régime féodal contre toutes les oppositions. En échange de quoi ce régime ouvre ou ferme le robinet de son pétrole selon les vœux américains, et avec un souci constant de maintenir des prix élevés.

Il est probable, effectivement, que Washington travaille à la mise en place d'une politique de rechange à cet état de fait. Mais il lui faut là bien plus de temps qu'il ne lui en a fallu pour retourner le Pakistan, et s'en faire en quelques jours un allié pour la guerre d'Afghanistan. Les enjeux, les intérêts impliqués, sont autrement considérables.

Si les USA peuvent effectivement envisager sérieusement un retournement d'alliances au détriment de l'Arabie saoudite, c'est en bonne partie aussi grâce aux récentes conquêtes stratégiques en matière de pétrole à la périphérie de la Russie. Et c'est aussi en s'appuyant sur des accords de plus en plus étroits en matière d'achats pétrolier à la Russie elle-même, second producteur au monde derrière l'Arabie saoudite.

Mais les USA ne peuvent pas se contenter de tourner le dos à l'Arabie. S'ils font ce choix, ils se doivent dans le même temps de laisser une Arabie alors affaiblie, de manière à ce que leur retournement ne profite pas pleinement à ses concurrents, les impérialistes de second rang tels que les puissances européennes ou le Japon. Et ils doivent aussi se dans cette région où coexistent trois des premiers producteurs mondiaux de pétrole (Arabie, Iran, Irak), soucier que ne puisse émerger une coalition nouvelle à leur détriment.

C'est de ce point de vue qu'il faut donc comprendre leur tentation de mener une nouvelle guerre contre l'Irak. Il ne s'agit pas seulement de l'affaiblir matériellement, de détruire ses capacités économiques. Il s'agit surtout d'en faire un ennemi ouvert des Etats-Unis, et partant de là du monde occidental. Les dirigeants américains tolèrent mal la situation actuelle, où, bien que régulièrement dénoncé par eux, l'Irak accueille depuis plusieurs années des compagnies pétrolières européennes, notamment le français Total. L'Irak est à ce jour le 6è producteur mondial de pétrole.

QUEL AVENIR ?

Le 11 septembre a servi de catalyseur. Mais c'est l'effondrement de l'URSS qui avait déjà ouvert les véritables conditions d'une réorientation dans les rapports de forces inter-impérialistes. Seulement, comme dans ce lac encore liquide malgré une température inférieure à zéro degré, la situation ne pouvait pas durer. Il peut suffire qu'un cheval ou un homme le traverse, pour que les glaces prennent immédiatement, au point de le figer net. Le monde capitaliste a eu besoin de l'impulsion du 11 septembre pour retrouver ses réactions fondamentales, selon sa vraie nature.

Seule l'existence du danger révolutionnaire, et d'un monde ouvrier menaçant avaient soudé, momentanément, le monde impérialiste en une coalition capable de s'unir sous une seule bannière, celle du plus fort, l'Amérique yankee. Désormais, la loi essentielle de la concurrence reprend le dessus. Et l'on pourra assister à des attitudes où les autres puissances pourront refuser de se soumettre à la loi du plus fort, la loi américaine. Ceux-là seront poussés à rechercher des alliances, à inventer, ou plutôt réinventer, d'autres attitudes.

De ce point de vue, le monde capitaliste a plus de chances de prendre le chemin de ressembler à ce qu'il pouvait être avant 1917, qu'à ce qu'on a connu depuis la seconde guerre mondiale. Retour à l'instabilité, aux incertitudes, au sein même du monde des grandes puissances, pour ce qui est de leurs rapports. Retour des alliances, et des retournements d'alliances, comme celles qui, jusqu'au dernier moment, ont précédé la première guerre mondiale.

Le propos ici n'est pas de tenter de lire dans le marc de café et d'aller plus loin dans les pronostics. Notre propos est de comprendre dans quel sens marche ce monde, pour pouvoir redonner une boussole aux opprimés. Car c'est leur intervention, leur retour sur la scène de l'histoire, qui peut apporter une issue positive.

Les discours des dirigeants du monde, leurs attitudes vont commencer à se modifier. Il est évident par exemple que les dirigeants palestiniens donnent à leur population une image plus positive des dirigeants européens que des américains. Or, sur le fond, nous savons que ces gens-là sont de la même nature. L'Europe peut apparaître en Palestine dans le camp de la

paix et de la liberté, exactement comme les USA le faisaient vis-à-vis de l'Algérie du temps où elle était colonisée par la France. C'est seulement l'histoire du partage et de la domination du monde qui fait que les uns jouent tel rôle ici, et l'inverse ailleurs, tel rôle aujourd'hui, et l'inverse demain.

Car dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit ni de véritable liberté, ni de véritable paix. Ils agissent d'abord pour leurs propres intérêts. Et ils savent rendre dépendants les peuples et les pays par la paix comme par la guerre, par la finance comme par les armes. Alors, si les peuples peuvent trouver des opportunités, et jouer des rivalités inter-impérialistes, c'est tant mieux. Mais il faut le faire sans aucune illusion sur la nature des uns et des autres. Comme l'a dit Hervé Bourges aux bourgeois de son pays, « vigilance ! »

le 25 août 2002